

La marchandisation à son paroxysme ?

Partage international n° 417 - Mai 2023

par Thom Hartmann

AUTREFOIS, les Américains percevaient clairement la différence entre le privé et le public, entre ce que le gouvernement doit réglementer ou même administrer, et ce qu'il convient de laisser au secteur privé.

Mais, depuis la révolution conservatrice de l'ère Reagan, même nos vies sont devenues de la matière à broyer pour un capitalisme sauvage contrôlé par les anormalement riches. Dans le secteur de l'aide à la personne, il est devenu courant de dépouiller les personnes âgées de toutes leurs économies, puis, lorsque Medicaid (la Sécurité sociale américaine) n'intervient pas assez pour couvrir leurs frais, de les jeter à la rue. Les séniors ne sont apparemment qu'une marchandise que l'on peut convertir en argent lorsque c'est possible et dont on peut se débarrasser lorsqu'ils ne sont plus utiles.

Le prix de l'immobilier explose dans tout le pays, conséquence des investissements de fonds spéculatifs et d'investisseurs étrangers sur le marché des résidences unifamiliales, qui se chiffrent en milliards chaque année. En 2018 déjà, aux Etats-Unis, une maison à vendre sur 10 était achetée par une société pour être transformée en location de luxe. Le logement, essentiel à une vie décente, n'est plus qu'une marchandise parmi d'autres, et son exploitation comme source de revenus pour les milliardaires et autres investisseurs a conduit à une explosion du nombre de sans-abri.

Le pouvoir du monopole

Le prix de la nourriture devient hors de portée de nombreux Américains. CNN rapporte que la société Cal-Maine Foods, qui contrôle environ 20 % de l'ensemble du marché des œufs aux Etats-Unis, a radicalement augmenté le prix de la douzaine d'œufs, qui est passé de 1,61 à 3,30 dollars au cours de l'année écoulée. Résultat ? Les recettes et les bénéfices ont augmenté de 109 %. Ils prétendent qu'il s'agit d'inflation, mais en fait ils saignent les consommateurs.

Les grandes entreprises agissent de la sorte grâce au pouvoir que leur procure leur monopole sur les marchés, une situation qui résulte de l'ordre donné par Ronald Reagan en 1983 au DOJ, à la FTC et à la SEC¹ de cesser d'appliquer les lois antitrust de notre pays. N'étant plus confrontées à la pression concurrentielle du marché, elles ont massivement augmenté leurs prix dans des dizaines de secteurs. Et lorsqu'il ne s'agit plus seulement de produits de consommation et de billets d'avion mais d'alimentation et de logement, cela provoque de véritables crises humanitaires.

La santé est également devenue une marchandise exploitée par les entreprises géantes et les anormalement riches. Chaque année, un demi-million de familles américaines sont ruinées au point de devoir tout abandonner et déclarer faillite simplement parce qu'un de leur membre est tombé malade. Le nombre de faillites personnelles liées aux dépenses de santé est nul dans tous les autres pays développés du monde. Pourtant, les Etats-Unis dépensent plus pour les soins de santé que n'importe quel autre pays : environ 17 % du PIB. La Suisse, l'Allemagne, la France, la Suède et le Japon ont une moyenne d'environ 11 %, et le Canada, le Danemark, la Belgique, l'Autriche, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Nouvelle-Zélande et l'Australie se situent entre 9,3 % et 10,5 %. Les primes d'assurance maladie représentent actuellement environ 22 % de la masse salariale imposable (et ne couvrent même pas tous les travailleurs), alors que *Medicare For All*² en représenterait environ 10 % et couvrirait tous les hommes, femmes et enfants du pays.

L'électricité est devenue nécessaire à une vie décente, et de nombreux pays la considèrent comme faisant partie des biens communs. Dans le monde, environ 71 % des services publics appartiennent au « peuple » plutôt qu'à des sociétés privées à but lucratif. Aux Etats-Unis, cependant, le passage aux politiques néolibérales de « libre marché » qui a accompagné l'abandon par R. Reagan des politiques keynésiennes du New Deal de F.D. Roosevelt a conduit, dans les années 1980 et 1990, à placer massivement la capacité de production d'électricité entre les mains d'entreprises à but lucratif. Aujourd'hui, plus de la moitié des producteurs d'électricité sont des sociétés à but lucratif qui privilégient le retour sur investissement au dépend du service aux communautés. L'électricité n'est plus

qu'une marchandise parmi d'autres qui permet à de riches investisseurs de s'enrichir encore plus.

De leur côté, les produits pharmaceutiques ont attiré les hyènes de Wall Street et les investisseurs, les réduisant au rang de marchandise comme une autre, qui peut être manipulée afin d'augmenter les profits. Des médicaments comme le Molnupiravir, le remède anti-Covid, sont développés dans le cadre des biens communs avec l'argent des contribuables, puis transformés en marchandise dont le prix ne cesse d'augmenter. Selon un rapport de chercheurs de la Harvard School of Public Health, le coût de fabrication du Molnupiravir est d'environ 17,74 dollars pour un traitement de cinq jours. Néanmoins, Merck vient de signer un contrat avec le gouvernement fédéral pour la vente de 1,7 million de traitements que l'Etat distribuera aux personnes infectées pour ...712,00 dollars l'unité, vous avez bien lu.

Les biens communs privatisés

L'eau est essentielle à la vie humaine, mais il y a trois ans, elle est devenue une marchandise négociée par le groupe CME³, le plus grand marché à terme du monde. Comme pour l'électricité, près de la moitié des réserves d'eau en Amérique sont détenues par des entreprises à but lucratif. Si les prix augmentent pour les consommateurs, alors les profits augmentent pour les investisseurs.

Sans éducation, il est difficile de réussir dans la société. C'est pourquoi pratiquement toutes les autres nations développées du monde ont des établissements publics gratuits, de la maternelle jusqu'aux doctorats universitaires. Mais aux Etats-Unis, l'éducation est devenue une marchandise : les écoles privées (subventionnées ou non) ont porté un coup fatal à l'enseignement public, et plus de la moitié des jeunes Américains n'ont pas accès à l'enseignement supérieur. De leur côté, les banquiers qui accordent des prêts aux étudiants et ceux qui investissent dans les écoles et universités privées s'enrichissent de jour en jour.

Tous ces éléments font légitimement partie des biens communs, ils sont essentiels à la vie et devraient soit être administrés, soit être fortement réglementés par la puissance publique avec pour objectif de protéger les citoyens ordinaires.

Alors que les Démocrates veulent étendre les biens communs, les Républicains veulent les voler et les monétiser. C'est aussi simple que cela. Les Démocrates veulent développer les infrastructures

(qui font partie des biens communs) et pas les Républicains : ces derniers souhaitent que les biens communs, tels que les écoles, les lignes de chemin de fer, la poste et les systèmes énergétiques, soient entièrement détenus par des milliardaires ou des entreprises.

Certains, comme le libertarien Rand Paul, pensent même que la privatisation de nos services de pompiers et de nos routes – en les transformant en services privés payants et en routes à péage – est la voie à suivre, tout comme la privatisation de Medicare et de la Sécurité sociale. Dans leur esprit, « Nous, le peuple », ne devrions contrôler que l'armée et la police ; tout le reste devrait appartenir à la classe des élites qui finance les politiciens, et être géré à son profit.

La question de savoir qui possède les biens communs et comment ils doivent être utilisés (et par qui) est au cœur des grands débats entre Démocrates et Républicains, conservateurs et libéraux, et même entre ceux qui prônent la démocratie et ceux qui tentent d'étendre l'oligarchie américaine.

Les biens communs sont ceux qui sont nécessaires à la vie : l'air et l'eau, les routes et les écoles publiques, la police et les pompiers, l'espace aérien que nos avions utilisent et par lequel nous envoyons des signaux de radio et de télévision, l'espace extra-atmosphérique et les océans.

Les biens communs, richesse d'une nation

Dans l'ensemble, les biens communs constituent l'un des principaux réservoirs de la richesse d'une nation. L'une des grandes raisons pour lesquelles les peuples à travers l'histoire ont mis en place des gouvernements est de protéger et de réglementer les biens communs. C'est pourquoi les riches et les entreprises se battent constamment contre le gouvernement, lançant des campagnes massives de propagande pour faire croire que le gouvernement devrait être « plus petit » et le rendre ainsi moins capable de protéger les biens communs.

Qu'il s'agisse des barons du pétrole, des entreprises de services publics géantes, des écoles privées, des sociétés pharmaceutiques, des prédateurs de l'assurance ou des éleveurs cupides qui veulent utiliser les terres publiques pour faire paître leurs vaches sans payer la redevance qui contribuerait à l'entretien et à la restauration de ces terres, les biens communs subissent en permanence les assauts de la cupidité et du néolibéralisme qui la glorifie. De même, les pollueurs, qu'il s'agisse de sociétés

minières, de fracturation hydraulique ou d'industriels, augmentent leurs profits en déversant leur poison dans nos biens communs – l'air, le sol et l'eau – plutôt que de payer le coût du traitement de leurs déchets.

L'histoire et les études contemporaines montrent que lorsque les biens communs sont gérés par les personnes qui les utilisent, ils sont mieux entretenus et les services qu'ils rendent sont fournis à un moindre coût. Cependant, les anormalement riches et les plus grandes entreprises américaines sont parvenus à supprimer la protection que le gouvernement assurait sur les biens communs : tout simplement en s'emparant du gouvernement lui-même. C'est là que nous devons réagir, si nous voulons que la démocratie américaine survive et que le peuple américain ait une qualité de vie un tant soit peu comparable à celle des autres nations démocratiques développées.

Quiconque veut exploiter les biens communs à son profit doit passer par le gouvernement, ou le corrompre pour arriver à ses fins. C'est l'une des principales raisons pour lesquelles il existe des lois contre la corruption des fonctionnaires : l'accès aux biens communs à des fins d'exploitation privée est l'un des moyens les plus visibles par lesquels les intérêts privés corrompent le gouvernement. Donald Trump avait ainsi nommé un lobbyiste du charbon à la tête de l'EPA⁴ et un lobbyiste du pétrole à la tête du ministère de l'Intérieur pour s'occuper des terres publiques. La privatisation des terres publiques, des écoles publiques, des prisons et d'autres fonctions publiques manifestement liées aux biens communs est un crime contre la démocratie. Un crime bien plus grave, cependant, est de privatiser le gouvernement lui-même.

L'Etat, garant des biens communs

L'une des principales fonctions du gouvernement étant d'administrer les biens communs, le gouvernement – et par extension le droit de vote –, est la partie la plus importante des biens communs. Priver des citoyens du droit de vote constitue un autre crime contre les biens communs et la démocratie. Il existe actuellement plus de 400 projets de lois soutenus par les Républicains auprès des différentes assemblées législatives des Etats, visant à limiter le droit de vote.

Plus de 300 textes ont déjà été adoptés au cours des dix dernières années. Presque exclusivement, ces projets de loi réduiraient la capacité des jeunes, des

personnes âgées, des citoyens et des minorités raciales à voter, car le parti républicain considère ces personnes comme ses ennemis politiques. Refuser aux gens l'accès aux biens communs en raison de la couleur de leur peau est en fait l'un des plus anciens crimes perpétrés contre la démocratie tout au long de l'histoire des Etats-Unis.

Lorsque nous comprendrons la notion de biens communs et que s'établira un consensus sur ce qui en fait ou non partie, nous pourrions mener une réflexion éclairée sur le rôle du gouvernement et sa taille optimale.

Tant que les biens communs ne sont pas au centre du discours politique, le public aura l'impression que la plupart des débats politiques portent seulement sur des questions distinctes et séparées. En réalité, la plupart des débats portent sur la manière dont les biens communs sont contrôlés, protégés et utilisés – et au profit de qui.

Auparavant, il existait une éducation civique aux Etats-Unis. Elle a pratiquement disparue depuis que Ronald Reagan a placé Bill Bennett, un pourfendeur des écoles publiques, à la tête du ministère de l'Éducation.

Si nous voulons la réussite de notre république et que les Américains aient une vie décente, nous devons mettre un terme à la marchandisation des biens communs du pays et nous rendre à nous-mêmes, le peuple, le pouvoir sur les éléments essentiels de la vie.

1. Respectivement : ministère de la Justice, commission fédérale du commerce et commission fédérale de réglementation et de contrôle des marchés financiers.
2. Projet d'assurance santé universelle et publique porté par certains politiciens démocrates.
3. Entreprise financière américaine. C'est la principale entreprise au monde de bourse d'échange de marché à terme.
4. Agence fédérale de protection de l'environnement.

Etats-Unis **Auteur** : Thom Hartmann, auteur de 34 livres bestsellers du New York Times, publiés en 17 langues. Il est également animateur de radio progressiste, psychothérapeute et travailleur humanitaire international.

Sources : hartmannreport.com

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : Divers